

Mawuna

LE BULLETIN MENSUEL DE LA VICE-PRESIDENCE EN CHARGE
DU MINISTERE DE LA PRODUCTION, DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'ENERGIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT



Penser global et Agir localement

La Vice-Présidence en charge du Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat a toujours eu à cœur que les différentes activités issues du Plan d'Action puissent trouver les moyens de se concrétiser à la base.

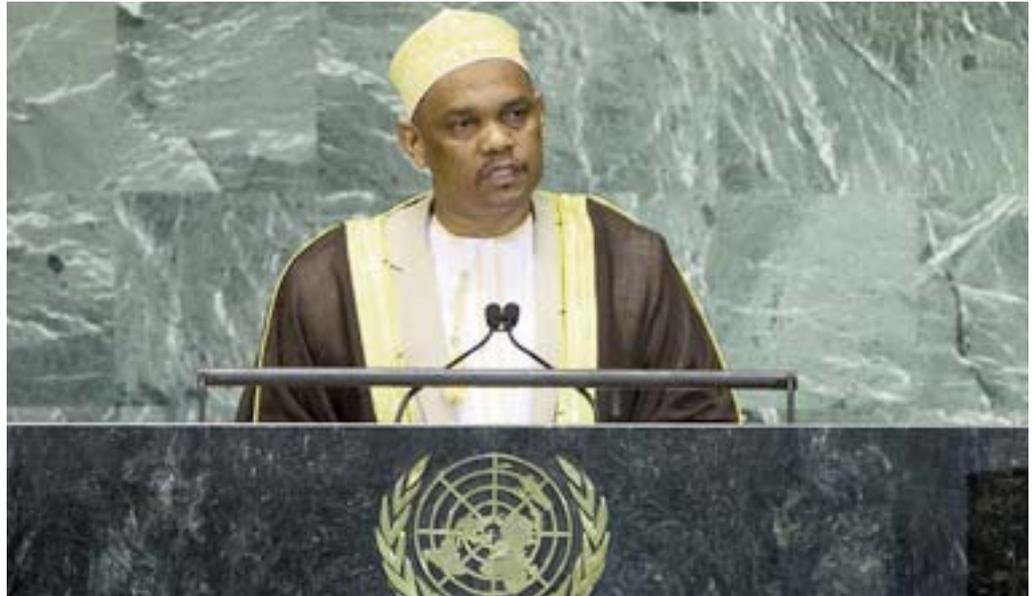
C'est ainsi que le Vice-Président ne manque jamais l'occasion de se rendre sur le terrain afin de vérifier de visu de l'état d'avancement des activités. Et le service Planification, Suivi et Evaluation tient régulièrement des réunions de travail avec l'ensemble des départements et des services pour faire le point et si nécessaire apporter les ajustements qu'il faut.

Faut-il rappeler que les départements de la Vice-Présidence couvrent des secteurs en étroite relation avec la vie de tous les jours de nos concitoyens. C'est ainsi que les questions relatives à la production agricole et à l'énergie occupent une place prépondérante dans les préoccupations du Vice-Président.

Dans ce contexte, le financement d'un programme de renforcement des capacités face aux risques liés des impacts des changements climatiques sur l'agriculture, financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial et le Pnud et l'élaboration en cours d'une stratégie dans le secteur de l'Energie avec l'appui de l'Union Européenne, montre que nous avançons dans la bonne direction et que la volonté d'aboutir à des résultats tangibles existe à tous les niveaux de responsabilité et des différentes structures.

La rédaction

Le Chef de l'Etat à l'ONU

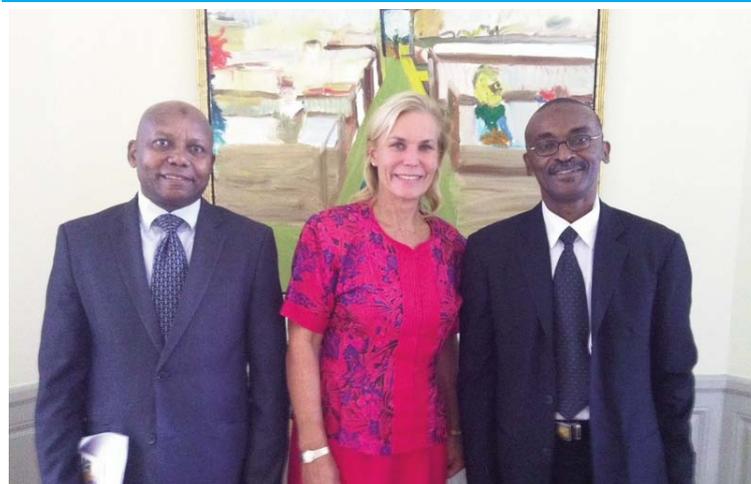


Dr IKILILOU Dhoïnine a pris part à la 67ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies à New-York

UN EXTRAIT DE L'ALLOCUTION DU CHEF DE L'ETAT

“ C'est dire que le nouvel ordre économique-mondial, basé sur des principes partagés, d'équité, de transparence et de prospérité que nous appelons de nos vœux s'impose pour une résorption réelle et dynamique de la crise qui frappe le monde”

Conférence de la semaine mondiale de l'eau en Suède



De gauche vers la droite le député Bianrifi, la ministre suédoise des Affaires étrangères et le Vice-Président Dr Fouad Mohadji à la Semaine internationale de l'Eau

SOMMAIRE

Semaine internationale de l'Eau (Page 2)

Forum Mondial de l'Energie 2012 (Page 3)

Systeme des Nations-Unies, une feuille de route (Page 4)

Communiqué (Page 4)

Conférence de la semaine mondiale de l'eau en Suède

A la tête d'une délégation le Vice-Président en charge du ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat Dr Fouad Mohadji a pris part à la Conférence de la semaine mondiale de l'eau à Stockholm en Suède.

Au cours de la réunion de haut niveau des Ministres africains en charge de l'eau (AMCOW), il a eu des entretiens avec le directeur général du développement et de la coopération avec l'Afrique Mr Johan Borgstam

ainsi qu'avec Mme la Ministre des Affaires étrangères du Royaume de Suède, Mme Gunilla Carrisson. Le renforcement de la coopération entre les deux pays a été au menu des entretiens. Ces entretiens ont porté tant au niveau bilatéral que multilatérale.

Dans le domaine des énergies vertes et renouvelables, la délégation comorienne a émis le souhait d'une assistance technique et financière dans le domaine de l'hydrologie. Et dans ce cadre, une mission d'investigation et de prospection est

incessamment attendue à Moroni selon des sources proches des participants.

La délégation dirigée par le Vice-Président a été reçue par

le Directeur général de l'Institut suédois Mme Annika Rembe et l'accent a été mis sur la formation des cadres comoriens.



Coopération Comores /Madagascar sur l'élevage

A l'issue de la visite de la ministre malgache en charge de l'Élevage dans notre pays, un communiqué conjoint a été signé entre l'Union des Comores et Madagascar.

Les deux parties sont convenus de sensibiliser leurs gouvernements respectifs à poursuivre activement le processus engagé visant à doter les relations bilatérales entre les deux pays, d'un accord cadre de coopération, finaliser et mettre en œuvre le projet de protocole d'accord de coopération dans le domaine de l'élevage et des produits alimentaires d'origine animale. « Cette mission est à nos

yeux très importante car elle va aider à améliorer les conditions des échanges entre les deux pays et contribuer à enrayer le climat malsain développé par des esprits malintentionnés autour des opérations d'importation des zébus malgaches vers les Comores », a déclaré Dr Fouad Mohadji, le vice-président en charge de la production.

Un autre point abordé, les deux parties prônent une sensibilisation de l'intérêt capital et réciproque à améliorer un cadre formel sur les exportations des zébus vers les Comores pour d'une part, assurer la fourniture en viande aux populations

comoriennes et d'autre part, établir une relation équitable des deux pays. « Nous allons mettre en place un comité mixte pour élaborer et soumettre à la recherche de financement extérieur et la mobilisation de ressources propres, un programme conjoint de production et de promotion animale notam-

ment bovine, caprine et avicole en vue de couvrir les besoins en viande des deux pays », a annoncé Randriamandrato Ihanta, la ministre malgache de l'élevage, avant de préciser que « ce comité sera également chargé de la mise en œuvre et du suivi dudit programme ».



Au centre Madame la Ministre

Onzième Conférence des Parties sur la Diversité Biologique

Hyderabad, Inde du 08 au 20 octobre 2012

Les gouvernements du monde se sont entendus pour augmenter le financement en soutien aux actions visant à freiner la perte de biodiversité lors de la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique

Les pays développés ont convenus de doubler le financement

pour soutenir les efforts menés dans les pays en développement pour l'atteinte des objectifs de biodiversité convenus mondialement ainsi que les objectifs principaux du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020.

Parmi les autres résultats de la rencontre, les aires marines riches en biodiversité reçoivent une attention particulière.



Des délégués des pays de la Coi à Hyderabad



Comité de rédaction
MAVUNA

Issa Abdillah, H. Abdérémane

Photos :

H.Abdérémane
Ahamada Avouka

Cellule Communication
VP-MPEEIA

Email

vpmavuna@gmail.com

A Dubai le Chef de l'Etat a invité l'ensemble des pays amis et tous nos partenaires, à nous accompagner dans le partenariat gagnant-gagnant que nous souhaitons établir avec tous les investisseurs

Extraits de l'Allocution du Président

« Mon pays, l'Union des Comores est un Etat Insulaire en Développement dont l'isolement géographique, dans l'Océan Indien et dans le canal de Mozambique, et la capacité de stockage limitée, constituent des défis majeurs pour son développement énergétique »

« En effet, l'énergie y occupe une place privilégiée, comme secteur clé pour la relance de l'économie, un facteur de production de richesse et un élément moteur pour le développement socio-économique du pays.

« Toutefois, l'étroitesse du marché, un taux d'électrification et d'accès à l'électricité assez faible (inférieur à 50%), un faible niveau de consommation en énergie, la faible capacité de stockage en hydrocarbures et lubrifiants, ainsi que les prix soutenus à la hausse constatés ces derniers temps, constituent des obstacles majeurs. »

« En effet, le coût de production du kilowatt heure a atteint des proportions insoutenables, avec des répercussions négatives aussi bien sur la société nationale, la production d'électricité, la maintenance et l'entretien des centrales, que sur la population au très faible pouvoir d'achat. »

« Face à une telle situation, et malgré les efforts inlassables du Gouvernement en place, de maintenir en vie au delà de ses moyens financiers, par subvention ce service public, la dette toujours croissante contractée par la société d'électricité vis-à-vis de ces principaux fournisseurs a atteint un point de non retour et demeure à l'origine des délestages tournants devenus quotidiens, et nombreux sont les conséquences, qui très souvent, paralysent le pays. »

« C'est ainsi que nous nous sommes engagés en faveur d'une vision stratégique de développement énergétique à long terme dans l'objectif de stabiliser la production énergétique nationale

et mieux maîtriser les différents aléas de l'offre et de la demande qui se traduisent par une fluctuation des prix. »

« C'est ainsi aussi que nous sommes disposés à ouvrir le pays aux investisseurs, et que nous comptons, avec l'appui de nos partenaires au développement réaliser des projets d'investissements dans un proche avenir, afin de trouver des solutions pérennes aux nombreux problèmes. »

« Il est à noter, en effet, que les énergies photovoltaïques et hydroélectriques sont peu exploitées dans mon pays. L'énergie éolienne et la géothermie sont, quant à elles, des grandes potentialités à exploiter. »

« Ainsi, l'objectif du gouvernement est d'atteindre un taux de consommation en énergie supérieur à 80 % d'ici 2015, en renforçant et sécurisant davantage la production électrique, avec une nette amélioration de la qualité du service public lié. »

Dubai, du 22 au 24 octobre 2012



Groupes électriques chinois

Un nouveau "contrat" a été signé le samedi 29 septembre, entre une société de coopération chinoise et la direction de l'Énergie des Comores, pour l'installation des huit groupes électriques, d'une puissance cumulée de 10,6 mégawatts, fournis par la Chine, en février 2010.

Le contrat initial avait, en effet, prévu que la partie comorienne devrait s'occuper de l'installation et du raccordement des centrales au réseau électrique comorien, pour une valeur estimée à 350 millions de Francs comoriens (Fc).

« Nous avons dû encore saisir nos amis chinois qui nous ont répondu favorablement pour l'installation des groupes », a indiqué le vice-président, Fouad Mohadji, lors de la signature officielle au ministère de l'Énergie. Ce nouveau contrat souligne que le démarrage des travaux se fera dans « un délai d'un mois, à compter du jour d'exécution du

contrat ». Du côté de la vice-présidence chargée de l'Énergie, on assure que, cette fois, la partie comorienne sera au rendez-vous, à savoir la préparation des emplacements (terrassément plus fondation).

Selon le Vice-Président, les travaux pour relier les nouvelles centrales aux réseaux électriques de la Ma-mwe et de l'Électricité d'Anjouan (Eda) dureront six à huit mois. Pour sa part, l'ambassadeur de la République populaire de Chine auprès de l'Union des Comores, Wang Leyou, a réitéré l'implication de l'Empire du milieu dans le développement socio-économique des Comores. Rappelons que les huit groupes

électrogènes sont répartis en quatre groupes de 6 mégas, au total pour Vwadju, deux groupes de 3 mégas destinés à la centrale de Trénani (Ndzuan) et deux autres d'une puissance de 1.6 mégas pour Fomboni.

L'installation de ces groupes électriques va augmenter considérablement la puissance des centrales des îles, dont celle de la Ma-mwe qui va pouvoir dépasser pour la première fois les 15 mégawatts. « C'est une bonne chose que nous puissions enfin, utiliser ces groupes électriques qui sont là depuis longtemps », s'est réjoui le tout nouveau

directeur de la Ma-mwe, Oumara Mgomri, à la fin de la signature. En envisageant que le timing sera respecté, les moteurs devraient être opérationnels à partir de juillet 2013.



L'ambassadeur Wang Leyou au micro

Dans un communiqué du Vice-président SE Dr Fouad MOHADJI, le Gouvernement réfute toute réclamation présentée par Boule Mining Group de détenir un accord au sujet de l'exploration du pétrole et du gaz aux Comores.

COMMUNIQUE DE PRESSE

C'est en référence au communiqué de presse par Boule Mining Group en date du 6 juin 2012 à Marketwire et qui est intitulé « Mozambique Channel Discovery Limited : Avis concernant l'accord sur l'exploration du pétrole et du gaz ainsi que sur l'assistance technique aux Comores ».

Le gouvernement de l'Union des Comores réfute toute réclamation présentée par Boule Mining Group ou ses filiales de détenir un accord avec le gouvernement au sujet de l'exploration du pétrole et du gaz et de l'assistance technique, un fait qu'il a communiqué au Groupe minier Boule dans une lettre officielle datée du 14 mai 2012.

Le gouvernement, depuis la signature de son premier accord de licence exclusif avec Bahari Ressources Limited, approuvé par le Conseil des Ministres, continue à mener des négociations avec d'autres compagnies pétrolières pour l'augmentation des superficies explorées aux Comores et invite les parties intéressées de demander des licences auprès du vice-président en charge du ministère de la production, de l'environnement, de l'énergie et de l'industrie, seule autorité mandatée en la matière.

Dr. Fouad MOHADJI

Comores/ Système des Nations Unies : Une feuille de route pour une politique de développement durable

Le 24 octobre 2012, le gouvernement comorien et le Système des Nations unies (Snu) ont tenu conjointement leur retraite annuelle, au Retaj Moroni hôtel. Les agences résidentes et non résidentes des Nations unies et des hauts représentants gouvernementaux se sont regroupés autour du thème "Développement durable dans un contexte fragile".

Il s'agissait pour ces assises d'aboutir à l'adoption de la feuille de route du "Manifeste d'Itsandra" sur le "développement vert", signée

entre les Comores et le Snu lors de la précédente retraite annuelle en décembre dernier. Au travers du discours prononcé par le ministre de l'Intérieur et de l'information, Hamada Abdallah, assurant l'intérim de son homologue des Relations extérieures, que les réflexions devront désormais franchir l'étape de la simple étude pour faire place à la mise en oeuvre.

A ce propos, lors du Sommet mondial sur l'environnement Rio+20, tenu au Brésil le mois de juin dernier, l'Union des Comores avait présenté sa vision de "développement propre". A

son tour le Dr Yao Kassankogno, qui suppléait le coordonateur résident du Snu, a parlé des "nombreux défis" environnementaux "à nos portes". Il faut rappeler qu'une année après son adoption, le Manifeste d'Itsandra, dont l'ambition est d'inscrire les Comores dans une trajectoire de croissance et de développement durable, franchit une nouvelle étape avec l'adoption de la feuille de route.

Il est ressorti, au cours des séances de présentations d'hier, que 6% des recommandations de la

retraite de décembre 2011 sont réalisés, et 22% en cours de réalisation.

En tout, soixante-dix recommandations ont été formulées lors de cette précédente assise organisée l'année dernière dans le cadre du suivi du programme unique entre les Comores et le Système des Nations unies.



Conférence sur les changements climatiques



La dix-huitième session de la Conférence des Parties à la CCNUCC et la huitième session

de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto aura lieu

du lundi 26 novembre au vendredi 7 décembre 2012 au Centre National de Convention à

Doha, Qatar.

MAVUNA reviendra prochainement sur cette importante rencontre.



La Secrétaire Exécutif de la Convention



H.E. Abdullah bin Hamad Al-Attiyah, Président désigné de la Conférence



Journée Mondiale de l'Alimentation 2012

Selon le classement de l'IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires), l'Union des Comores est classé parmi les pays à « situation alarmante » sur le plan de la faim, c'est-à-dire encore que notre pays est situé au niveau 20 de l'échelle. Ces données sont effectivement corroborées par les résultats de l'évaluation de la mise en oeuvre de notre politique et stratégie de développement agricole, réalisé avec l'appui de la FAO en 2001, mais également par les études récentes réalisées en milieu rural avec l'appui du FIDA.

La Journée mondiale de l'alimentation a été célébrée à Sambakuni ya Itsandra, au centre de Ngazidja

La Journée mondiale de l'alimentation a été célébrée hier, avec un jour de retard, à Sambakuni ya Itsandra, au centre de Ngazidja, par le commissariat à la Production de Ngazidja, en présence du gouverneur de l'île, des membres du gouvernement et plusieurs autres personnalités du pays, dont le secrétaire général du gouvernement et le directeur de cabinet de la présidence de la République.

Cette trente-deuxième journée est célébrée mondialement sous le thème "les coopératives agricoles nourrissent le monde", choisi naturellement par la Fao. Donnant les choix de la localité

pour abriter la cérémonie insulaire de la journée, le commissaire à la Production a déclaré que "nous avons décidé de célébrer à Sambakuni pour des raisons économiques. Parce que Sambakuni est un village qui participe énormément au développement de l'agriculture".

Le commissaire Mohamed M'madi Ahamada a, en outre, souligné que "ce thème retenu cette année, montre l'importance et le rôle important que joue les coopératives dans le domaine agricole". Le plus grand souci des agriculteurs demeure l'ouverture de routes pour accéder aux zones agricoles. Le désen-

clavement des zones agricoles est indispensable pour le transfert des produits agricoles des zones agricoles vers les villes ou les marchés.

A cet effet, le gouverneur Mouigni Baraka a souligné que l'agriculture nécessite de grands moyens et beaucoup d'efforts et que, à ce propos, des négociations avaient été entamées avec la République popu-

laire de Chine.

Le ministre Hamada Abdallah, intervenant au nom du gouvernement, a salué l'engagement "conjugué" du président Ikililou Dhoinine et du gouverneur Mouigni Baraka pour appuyer et accompagner les agriculteurs. Dans le monde près 870 millions des personnes sont encore sous-alimentés, soit 12,5% de la population mondiale.



Code pétrolier : "Il y a urgence à combler le vide"

Dans le journal Al-Watwan, le député Ibrahim Ali Mzimba, avocat, membre de la Commission des lois de l'assemblée nationale, pense que le projet portant code pétrolier, en discussion à l'assemblée, "va combler un vide juridique préjudiciable". Selon lui, ce secteur important mérite une "grande sérénité" dans la gestion des dossiers des négociations commer-

ciales, aussi bien minières que pétroliers.

Me Mzimba a mis l'occasion à profit pour "rendre hommage" au vice-président Fouad Mohadji, pour la qualité du travail accompli dans la rédaction de cette loi qui, selon ses propres termes, "témoigne du professionnalisme qui a prévalu dans ses services".

Dans l'article 11 du code, les compéten-



ces sont définies et confiées au ministre chargé des hydrocarbures, ou une délégation aux établissements ou les représentants légaux. Si aucun contrat ne veut être en vigueur sans l'approbation du conseil des ministres, "il n'est plus possible de signer de contrat, sans l'aval de l'assemblée de l'Union".

Exonération totale des taxes et droits de douanes sur les Intrants Agricoles

Un arrêté signé conjointement par les Vice-présidents de la Production et des Finances en avril 2012, porte sur l'Exonération totale des taxes et droits de douanes sur les Intrants Agricoles comme les engrais chimiques et organiques toutes catégo-

ries confondues, les produits phytosanitaires destinés à la lutte contre les maladies et les ravageurs des cultures, les aliments destinés à l'alimentation du bétail (proviende et autre) et les intrants de pêche, y compris les DCP (Dispositifs de Concentration des Poissons)

Le Protocole de Nagoya sur le partage juste et équitable des avantages

Les élus vont examiner lors de cette dernière session de l'Assemblée de l'Union, le projet de ratification du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et

le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (APA) à la Convention sur la diversité biologique et qui est un traité complémentaire à la Convention sur la diversité bio-

logique. Le Protocole de Nagoya créera une plus grande sécurité juridique et davantage de transparence tant pour les fournisseurs que pour les utilisateurs des ressources génétiques. En

contribuant à assurer un partage des avantages, le Protocole de Nagoya crée des incitations en faveur de la conservation et de l'utilisation durable des ressources génétiques.

Elevage : Création d'une Cellule de Crise sur les épizooties

Un arrêté en date du 02 novembre 2012 portant création au sein du Ministère de la Production d'une cellule de crise sur les épizooties récentes apparues au pays, en

particulier à la Grande Comore a été signé par le Vice-Président. Elle a pour mandat de mener toutes les investigations nécessaires pour diagnostiquer les maladies qui sévissent actuellement

dans le pays et formuler des propositions concrètes pour lutter contre les épizooties déclarées et empêcher toute forme de propagation dans les autres îles et régions. Le mandat de la cellule

prendra fin lorsque la situation épizootique est maîtrisée et le resau de surveillance fonctionnel. Cette fin sera constatée à partir des rapports fournis par la cellule.

Journée Mondiale de l'Alimentation à Jimlimé Anjouan

L'Union des Comores a célébré la Journée Mondiale de l'Alimentation ce mardi 16 octobre 2012 dans le village de Jimlimé, à Anjouan, sous le haut patronage du Vice-président en charge de l'agriculture et de l'environnement, Dr Fouad Mohadji. Le choix du thème et la désignation de Jimlimé pour accueillir cette cérémonie cette année, expliquent clairement la détermination du Vice-président à valoriser la filière agricole en Union des Comores et surtout dans cette région à forte potentialité agricole. La région vient d'être désenclavée avec la nouvelle route inaugurée le 22 décembre 2011 par le chef de l'Etat, qui permet désormais aux agriculteurs de toute la région, de pouvoir ramener leurs produits dans les grandes agglomérations. Outre les fortes potentialités agricoles, Jimlimé bénéficie de vastes espaces réservés à l'élevage et sa proximité avec la mer renforce cette position, raison pour laquelle elle a accueilli cette journée.

Le Vice-président a pris la parole pour d'abord interpréter l'appellation de Jimlimé, "Rejoignez-nous pour cultiver", puis justifier le

choix de cette localité pour accueillir cette célébration, « c'est par ce que c'est le grenier agricole de Ndzouani » a-t-il dit.

Il a par ailleurs vivement remercié l'Agence Française de Développement pour son appui au projet PREDI-VAC qui a permis le désenclavement de Jimlimé. Il a annoncé toute une série des mesures dans le secteur agricole. Ainsi, au lieu des 10% de la valeur pour l'enregistrement, il a demandé que pour une durée allant jusqu'à 5 ans, on ne paye que 5000 francs, espérant que cela motivera les comoriens à aller déclarer leur terrain. Les engrais, les intrants, la provende, tout matériel pour l'énergie solaire sont taxés à 0% à la douane. « Contrairement à ce que pensent les comoriens, collectivité n'est pas source de conflits et cela, tout le monde doit le comprendre et les agriculteurs ont intérêt à se regrouper pour mieux se défendre après l'octroi de 2 millions de dollars accordés par le Koweït pour financer les micro-projets agricoles » a-t-il poursuivi.

Avant de conclure, le Vice-président a interpellé les habitants de Jimlimé à reboiser le long de la route pour lutter contre l'érosion et stabiliser le sol.



"Manger comorien"

Le 12 octobre s'est tenu au Cefader une activité qui a regroupé plusieurs personnalités sous la houlette du Vice-Président et dont l'objectif était de valoriser les produits locaux dans notre alimentation. Cette initiative entraine dans le cadre d'un projet initié par la Fédération Comorienne des Consommateurs (FCC) et était animée par des jeunes stagiaires et qui ont su avec talent mettre l'accent sur la consommation de nos produits locaux dans notre alimentation. La participation de hautes personnalités montrent si besoin est, l'importance d'un tel thème dans un contexte de crise économique mais surtout sur le choix d'une alimentation saine. L'importation de produits alimentaires accroît le déficit de la balance commerciale et pose des problèmes de santé publique. Les produits carnés et les fruits et légumes importés ne sont contrôlés que sur leur apparence. Des régimes alimentaires traditionnels sont remplacés par la consommation croissante de denrées importées comme les farines, les huiles qui contribuent au surpoids.



M.S.A Mchangama

Président de la Fédération Comorienne des Consommateurs



La Ministre de la santé et le Représentant de l'OMS



Quelques uns des plats présentés à cette occasion

Fête nationale chinoise aux Comores Le Vice-Président Dr Fouad Mohadji a représenté le Chef de l'Etat

Le Vice-Président Dr Fouad Mohadji a pris la parole à l'occasion du 63ème anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Il a profité de cette heureuse occasion pour vous exprimer au nom de Son Excellence Dr IKILIOU DHoinine qui se trouvait à New-York pour la 67ème Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, au nom du Gouvernement et du peuple comorien, nos chaleureuses félicitations à l'Ambassadeur de Chine aux Comores et à travers lui, au Gouvernement et au Peuple Chinois.

Pour rappel, cette année, du 19 au 20 juillet 2012, s'est tenue à Pékin la 5ème Conférence Ministérielle du Forum sur la Coopération Sino-africaine à laquelle ont pris part, Mohamed

Ali Soilihi, vice-président chargé du Ministère des Finances et du Budget et Monsieur Mohamed Bakri Abdoufath CHARIF, Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération.



Depuis sa création, le Forum sur la Coopération sino-africaine a joué un rôle important dans l'orientation et la promotion des relations sino-africaines. De plus en plus, il s'impose comme un pont d'amitié et une plateforme au service du renforcement de la coopération sino-africaine.

Le Forum a permis l'instauration d'un nouveau partenariat stratégique ouvrant ainsi de nouveaux horizons à la coopération sino-africaine."